

Compte rendu de voyage de la délégation du CSPK (Toulouse) au Kurdistan / 17-23 mars 2015

La délégation du CSPK (Ali, de la Maison Franco-Kurde Midi-Pyrénées, Clémence, du NPA, Christine, du Mouvement de la Paix, Pierre, du NPA, Richard, du CSR, et Yann, du NPA) a séjourné au Kurdistan du 17 au 23 mars. La décision a été prise que la délégation parlerait d'une même voix.

Le voyage de la délégation s'est extrêmement bien passé. Arrivée à Istanbul le 17, elle était le 18 à Suruç, y a rencontré la co-maire BDP de la ville, Zuhul Ekmez, et le candidat HDP pour la circonscription de Suruç, Mustafa Dögal, ainsi qu'un représentant de l'Association du Rojava, Faruk, qui travaille sur l'aide matérielle et alimentaire apportée à Kobanê ainsi que sur la reconstruction de la ville, puis une représentante du Comité de reconstruction de Kobanê, Fevziye Ebdî, à laquelle nous avons remis une aide alimentaire équivalant à 4 000 euros. Puis elle a visité la frontière syro-turque distante de 10 kilomètres de Suruç, à 200 mètres à vol d'oiseau des premiers bâtiments en ruine de Kobanê, mais sans pouvoir la franchir, accompagnés par Mustafa, militant HDP de la localité.

Le 19, la délégation a participé au Newroz de la ville de Urfa.

Les 20 et 21 mars, elle était à Diyarbakir, berceau du Kurdistan, dont la mairie est dirigée par le BDP, depuis 1999, soit depuis trois mandats.

Le 20 au matin, elle a successivement rencontré les co-président-e-s du HDP de la ville, deux représentantes du KJA (Congrès des femmes libres). L'après-midi, ce fut au tour du co-maire de Diyarbakir, Firat Anli, de nous accueillir, en compagnie d'une autre délégation française venue de Paris, puis de la co-présidente du PYD (Parti de l'unité démocratique) du Rojava, Asya Abdula, celle-là même qui, avec Nasrin Abdala, commandante des YPG/YPJ du Rojava, a rencontré François Hollande à l'Élysée le 8 février dernier, suivie de deux représentants du DTK (Congrès des sociétés démocratiques), Selcuk X..., son co-président, et Imir Aydut, et, pour finir ce long marathon de six rencontres, une dernière avec une douzaine de représentant-e-s du KESK (Kamu Emekçileri Sendikaları Konfederasyonu [Confédération des syndicats de fonctionnaires]), tenue dans son local.

Le 21 mars, à Diyarbakir, la délégation a participé au plus grand Newroz de toute l'histoire moderne du Kurdistan, avec une participation populaire annoncée à 3 millions de personnes par la tribune et les médias turcs. Nous étions reçus sur une estrade de plus de 300 places réservées aux délégations de tout le pays, étrangères ainsi qu'aux personnalités.

Attendue par tout un peuple, la déclaration d'Abdullah Öcalan (pages 19 et 20, sa traduction française) a soulevé un enthousiasme irrépressible, d'autant – incroyable mais vrai – qu'à peine les premiers mots énoncés, une déchirure dans la couche nuageuse qui inondait de pluie l'assistance depuis une heure a laissé apparaître un soleil radieux séchant les corps et réchauffant les cœurs. Chacun, selon sa croyance ou sa non-croyance, y a vu le signe qu'il voulait !

Dans le cadre du « processus de paix », la lettre d'Abdullah Öcalan a été lue à la tribune en kurde par Pervin Buldan (co-présidente du HDP) puis en turc par Sirri Süreyya Önder (député HDP pour la région d'Istanbul), qui font tous les deux partie de la délégation qui négocie le « processus de paix » et va régulièrement voir Öcalan dans l'île-prison d'Imrali.

Öcalan ajoute la mise en place effective d'une délégation d'observateurs composés de personnes connues pour leur engagement en faveur de la démocratisation du pays (les pourparlers de paix sont en général assez peu transparents, d'où la volonté d'une délégation d'observateurs), ce qu'a refusé publiquement Erdogan, mais Bulent Arinç, le conseiller du premier ministre, a annoncé que le gouvernement turc était d'accord. Toutefois rien de concret en ce sens depuis. Öcalan ajoute la mise en place aussi d'une commission « Vérité et Réconciliation », sur le modèle de celle d'Afrique du Sud, qui aurait pour objectif de recenser et traiter toutes les informations relatives à la « guerre de basse intensité » et aux 17 000 disparu-e-s kurdes depuis les années 1970 ainsi que de faire la lumière sur les fosses communes qui sont découvertes au fur et à mesure. A ces conditions ainsi qu'après l'acceptation du texte en 10 points qui est déjà en débat, le PKK tiendrait un congrès ou serait décidé le désarmement des HPG.

Le 22 au matin, la délégation reprenait l'avion pour Istanbul, où elle s'est offert une après-midi de visite de la Corne d'Or et du Bazar égyptien, avant de reprendre l'avion pour Toulouse le lendemain, 23 mars. Et, à Istanbul même, pourtant base forte de l'AKP et des partis kémalistes opposés à l'autodétermination des Kurdes, où le Newroz de la ville venait de s'achever, nous avons vu un groupe de jeunes musiciens qui, sur les marches qui bordent un bras du Bosphore, s'est mis à entonner le chant de la Résistance kurde. Il y avait là des centaines de personnes passant leur jour férié en famille à profiter d'un chaud soleil de printemps. Aucune hostilité...

C'est sans doute que « le feu de la Résistance, qui s'élève à Shengal et Kobanê, libère le Moyen-Orient » (*Agirê Berxwedanê yê Ku Li Sengal û Kobanê Bilind Dibe Rojhilata Navîn Azad Dike*), comme le proclamaient les banderoles tendues un peu partout dans le Kurdistan (ci-dessous, celle accrochée sur la façade du local du DTK à Diyarbakir) qui souhaitaient à toutes et à tous un joyeux Newroz 2015 (*Newroz pîroz be*).



Notre délégation s'en est tenue (à part peut-être une ou deux fois) à son mandat lors de ses rencontres avec les actrices et acteurs de la Résistance et de la cause kurdes : poser à leurs représentant-e-s des questions sur leurs conceptions politiques et sur les tâches de la solidarité internationale dans le moment actuel de leur lutte, et enregistrer leurs réponses.

Ci-dessous, pages suivantes, nous rendons compte, dans l'ordre chronologique, des deux rencontres que nous avons eues à Suruç et des six de Diyarbakir, transcrivant au plus près de nos notes nos questions et les réponses de nos interlocutrices et interlocuteurs. Nous ne transcrivons pas ici les mots d'introduction que Clémence a prononcés en turc, parfois Ali en kurde, pour présenter le CSPK, et faire part de ses activités depuis sa fondation. Pour les concrétiser, nous avons remis à chacun-e de nos hôtes un jeu complet des tracts et affiches que le CSPK a publiés depuis le rassemblement place du Capitole du 13 octobre 2014 jusqu'aux 6 Heures du 28 février 2015.

**La délégation Newroz 2015 du CSPK rendra compte de sa mission
le mercredi 8 avril, à 19 h 30, salle Jean-Jaurès de la Bourse du travail**

**Merci à la CGT de son accueil / Venez nombreuses et nombreux.
Nous y discuterons aussi de nos propositions pour poursuivre la solidarité**

1. Rencontre avec Mustafa Dögal (candidat HDP pour la circonscription de Suruç [à droite]), Mustafa Can (militant du HDP [au centre]) et Faruk (représentant de l'Association du Rojava [à gauche]) dans la salle de conférence de la mairie de Suruç



Q. Où en est la situation pour les réfugiés de Kobanê. On a entendu parler de 40 000 personnes qui seraient retournées dans leurs maisons détruites par des chemins de traverse.

F. Le chiffre « officiel » est de 30 000. Mais 40 000 à 50 000 est plus exact, sur un total de 210 000 personnes qui vivaient à Kobanê et dans les villages des environs avant le 15 septembre. Pour la plupart, elles sont retournées tout à fait légalement en passant par la porte contrôlée par la police turque, ouverte deux fois par semaine, les lundis et

les jeudis. Mais cette porte n'a pas le statut de douane officielle, aussi l'Etat turc fait comme il veut et utilise l'ouverture de la porte comme un instrument de chantage politique en fonction de la situation.

Q. Les journalistes ont-ils l'autorisation de passer ? On a entendu dire qu'un journaliste allemand attend depuis quinze jours...

F. Les journalistes ont été autorisés à passer dans les jours qui ont suivi la proclamation de la victoire par le PYD, le 27 janvier, mais depuis les autorités turques ne les laissent plus passer, ni aucun étranger...

Q. Serait-il utile que notre délégation, accompagné d'un journaliste, se rende à la frontière pour exiger l'ouverture d'un corridor ?

F. Notre première revendication est effectivement qu'un corridor humanitaire soit garanti par l'Etat turc entre Suruç et Kobanê. On a gagné cette guerre malgré la Turquie. Nous attendons de votre délégation que, de retour en France, votre CSPK interpelle le gouvernement français pour qu'il fasse pression sur la Turquie.

Q. Quelle est la situation humanitaire ? Concernant le déminage et la levée des décombres, avez-vous les spécialistes ?

F. Le sud de la ville est complètement détruit. Les habitants se réinstallent dans les villages environnants, moins endommagés. La crise alimentaire est notre première préoccupation. A Kobanê et autour, il ne reste absolument rien, il n'est pas possible de se procurer des aliments et autres produits de première nécessité depuis la Syrie. Notre Association Rojava fait passer 15 camions de vivre par semaine. Elle va installer un village de tentes sur un terrain sécurisé de Kobanê pour héberger les habitants qui ne peuvent réintégrer leurs maisons détruites ou minées. Toute l'aide matérielle et alimentaire passe par ici [Suruç].

Quarante personnes sont mortes à cause des mines laissées par Daesh sur place. Pour l'instant, nous n'avons pas de réponse des ONG spécialistes du déminage que nous avons contactées. Récemment une association allemande nous a proposé son aide.

Pour l'enlèvement des décombres et la désincarcération des corps – leur putréfaction est source d'épidémies – nous avons un projet avec MSF (Médecins sans Frontières).

Q. Etes-vous en contact avec le HCR [Haut-Commissariat aux Réfugiés] de l'ONU pour tout ce qui concerne l'aide et l'assistance aux réfugiés ?

F. Le HCR travaille avec les Etats, pas avec les associations, comme la nôtre, ni avec les municipalités, comme celle de Suruç. On a rencontré le *kaymakam* [le sous-préfet] d'Urfa. Il ne s'est rien passé pendant quatre mois entre le HCR et l'Etat turc. Pire, le camp de tentes que l'AFDA [organisme de secours d'urgence de l'Etat turc] a monté, l'a été sur les fosses communes des victimes du génocide des Arméniens de 1915 !

Toute l'aide humanitaire apportée aux camps de réfugiés de Kobanê a principalement été organisée par les mairies BDP de la région, les associations de la société civile proches du mouvement et la diaspora. L'Etat central n'a apporté aucune aide concrète.

Un dernier mot sur le déminage : nous sommes en attente d'une réponse d'une ONG américaine.

Q. *Par où passent les camions dont vous avez parlé ?*

F. Par la porte. A partir d'avril 2013, c'était le DTK (Congrès des sociétés démocratiques [pour le rôle et le fonctionnement de cet organisme, voir infra, pages 14 et 15, notre rencontre avec le DTK de Diyarbakir]) qui a pris en charge l'acheminement de l'aide humanitaire au Rojava, principalement à partir de Diyarbakir. Depuis septembre 2014, il a délégué cette mission à notre Association du Rojava, qui coordonne toutes les aides, locales, nationales et internationales. Récemment, une Plate-Forme de solidarité a vu le jour en Turquie, qui regroupe des associations d'obédiences socialiste et communiste...

2. Rencontre avec Zuhale Ekmez (co-maire BDP de Suruç [ci-dessous]) et Fevziye Ebdî [Comité de reconstruction de Kobanê [à droite]] dans le bureau de la co-maire



Zuhale Ekmez nous reçoit sans façon dans son bureau, nous annonçant que Fevziye Ebdî, retardée, nous rejoindra plus tard, et nous propose de converser à bâtons rompus en l'attendant. En introduction elle déclare : « Parlons sans détours ! Kobanê est sous embargo ! Si ce n'était les secours acheminés par l'Association du Rojava et les municipalités BDP, qui ont pris en charge les réfugiés, rien ne se ferait... »

Q. *Comme nous venons d'en discuter avec Faruk, à notre retour en France nous interpellons le gouvernement français pour qu'il fasse pression sur l'Etat turc pour l'ouverture d'un corridor...*

Z.E. Oui, une campagne internationale pour l'ouverture d'un corridor est d'une urgente actualité. Notre demande est que la porte sur la frontière devienne une véritable douane, ouverte tous les jours. Car, pour l'instant, la route Suruç-Kobanê est la seule voie de ravitaillement pour les habitants qui sont retournés chez eux. Et un tel point de passage, avec un statut douanier, est crucial pour la reconstruction de Kobanê.

Q. *La municipalité de Suruç a-t-elle adopté une délibération officielle sur le sujet sur laquelle nous pourrions nous appuyer pour interpellier le gouvernement français ?*

Z.E. Non, pas spécialement. Cette demande d'un statut douanier de la porte date de la campagne électorale du BDP lors des législatives de 1999. Une déclaration de la municipalité ne réglerait pas le problème. Souvenez-vous que, lors du conflit contre Daesh, l'Union européenne a demandé à la Turquie qu'elle ouvre un corridor humanitaire. La Turquie n'a rien fait, maintenant un rapport de violence avec les Kurdes...

Q. *Que peuvent faire les Kurdes d'Europe ?*

Z.E. Ce qu'ils font déjà... Promouvoir l'aide humanitaire, faire de la propagande pour la cause du Rojava et multiplier les pressions sur les gouvernements européens pour qu'eux-mêmes fassent pression sur le gouvernement turc. Tout cela est affaire de rapport de forces...

Q. *Pour les prochaines élections législatives turques du 7 juin, le HDP vise à franchir la barre des 10 %...*

Z.E. Oui. Ici, notre candidat est Mustafa Döğal que vous avez rencontré. Pour cette élection, comme pour les autres, le HDP a appliqué la règle de la parité absolue : 50 % de candidates femmes, 50 % de candidats hommes...

Q. *Bravo ! Vous faites mieux qu'en France...*

Z.E. C'est vrai pour le HDP, mais pas pour les autres partis. Par exemple, pour la journée internationale des femmes, le 8 mars, nous avons proposé que le conseil des communautés d'agglomération de Urfa, à titre exceptionnel pour ce jour-là particulier, soit présidé uniquement par des femmes. Il y a trois personnes qui doivent présider le conseil. L'AKP, qui est majoritaire, n'avait pas assez de femmes élues pour pouvoir

tenir une tribune uniquement féminine. Seul le BDP aurait été en mesure de les désigner. AKP, MHP et autres partis n'ont qu'une ou deux femmes parmi leurs élus !

Q. John Kerry a récemment déclaré que les Etats-Unis envisageaient de rétablir les relations diplomatiques avec Bachar al-Assad, suggérant qu'ils s'accommoderaient de son maintien au pouvoir à Damas. Comment les Kurdes du Rojava voient cela ?

M.D. Ces déclarations sont habituelles, elles changent selon les circonstances... Pour l'heure, les Etats-Unis ont choisi Assad... Mais cela ne change rien pour nous qu'ils s'appuient sur les uns ou les autres qui se disputent le pouvoir à Damas, si les uns et les autres sont d'accord pour refuser l'autonomie du Rojava...

Z.E. Dans notre conception de l'histoire, la constitution des Etats-nations a été un processus antidémocratique. Nous y opposons l'actualité du confédéralisme démocratique où les populations s'autogèrent indépendamment des Etats. Tout juste leur accordons-nous la tâche de s'occuper de la sécurité de la circulation sur les routes... L'autonomie du Rojava est une situation de fait, elle est acquise. Que Assad ou un autre dirige l'Etat syrien ne changera rien. Les quatre « jardins kurdes » [*référence aux quatre zones de peuplement à majorité kurde de Turquie, Irak, Iran et Syrie*] se battent pour la démocratie. Ce combat pour la démocratisation est d'actualité pour toute la Syrie, c'est un projet viable pour tout le pays et aussi toute la région que l'on propose. Les trois cantons autonomes du Rojava en seront...

Q. Qu'en est-il de cette démocratisation dans le domaine de l'économie ? Où en est la dynamique des coopératives de production dans le Rojava ?

Z.E. Je vous propose de poser cette question à Fevziye Ebdî, qui va bientôt nous rejoindre...

Q. Concernant l'Etat syrien, l'armée de Assad est bien présente dans sa caserne de Qamishlo...

Z.E. Cette présence de l'armée n'est pas contradictoire avec l'auto-organisation du peuple du canton de Djezire. Elle ne perturbe pas le contrat social du canton. Par exemple, elle n'a eu aucune incidence quand le canton a décidé de donner la priorité à la satisfaction des besoins vitaux des populations locales en eau de la retenue du barrage Atatürk...

Arrivée de Fevziye Ebdî. Nous lui demandons de nous exposer les besoins urgents du Comité pour la reconstruction de Kobanê. Mais elle souhaite d'abord nous présenter la situation. Anglophone, elle s'exprimera en anglais, Richard en assurant la traduction.

F.E. La révolution syrienne a commencé il y a quatre ans. La révolution kurde du Rojava est partie prenante de la révolution syrienne. Et au sein de la révolution du Rojava, il y a la révolution des femmes...

Depuis quatre ans, et plus encore avec l'offensive de Daesh, la population du Rojava a doublé, les Kurdes de Syrie fuyant leurs maisons, villes et villages où ils sont attaqués.

Les liens entre l'Etat syrien et le Rojava ont été coupés. Le Rojava a acquis son autonomie selon les principes du confédéralisme démocratique promus par le président Öcalan. C'est-à-dire que nous gérons nos problèmes sans conflits avec les autres peuples environnants, avec lesquels nous voulons entretenir des relations fraternelles.

Notre auto-administration se fonde sur les associations populaires et englobe l'économie locale.

Nous appliquons le principe « des 40 % » [*pour qu'une assemblée soit décisive, il faut qu'elle soit composée d'au moins 40 % de femmes ou d'hommes*] pour l'égalité des femmes et des hommes.

Nous ne portons pas la guerre à l'extérieur. Nous n'attaquons jamais les autres peuples. La mobilisation massive au sein des YPG/YPJ a été le résultat de l'attaque de Daesh. Tout de suite, nous avons vu ses pratiques ignobles de décapitation, d'esclavage des femmes, comme cela s'est produit dès que Daesh a pris la ville de Rakka. Nous savions qu'ils feraient de même s'ils s'emparaient des cantons du Rojava.

Des milliers de réfugiés du Rojava se trouvent sur le territoire turc, dans les cantons d'Afrin et de Djezire, en Europe... Seuls les Kurdes et les organisations non gouvernementales leur sont venus en aide.

La ville de Kobanê est détruite à 80 %. Seuls 20 % des bâtiments, mais très endommagés, sont encore debout. Réseau de canalisation des eaux usées, hôpitaux, écoles... tout est à reconstruire.

Les villages environnants sont en meilleur état, mais les troupeaux et les poulets ont été volés par Daesh. La guerre nous a fait perdre deux récoltes de blé. Et le peu de blé stocké dans les minoteries a aussi été volé par Daesh. Toutes les huit petites boulangeries ont été détruites, seule la boulangerie industrielle a été partiellement épargnée, mais elle ne peut produire que 70 tonnes de pain, ce qui est insuffisant pour nourrir la population...

La délégation annonce à Fevziye Ebdî la fourniture d'une aide alimentaire pour une valeur de 4 000 €. Elle tient à nous en accuser réception par écrit. Nous la remercions. S'ensuit un échange entre turcophones et kurdophones.

À l'issue de ses deux rencontres à Suruç, la délégation, guidée par Mustafa, militant du HDP, qui nous a dit avoir perdu un proche pendant les affrontements avec l'armée turque à la frontière pendant la guerre pour la libération de Kobanê, et d'un chauffeur de la municipalité de Suruç, a été invitée à visiter la frontière. Nous avons constaté, de visu, l'état de décombres de la ville, mais aussi que dorénavant c'est le drapeau du PYD qui flotte sur ses ruines, et plus celui de Daesh (voir les photos ci-dessous). Empruntant un chemin de terre qui nous a conduits jusqu'à un check-point tenu par la police turque, Mustafa a voulu y négocier notre passage. Peine perdue, mais nous avons constaté que deux voitures particulières de réfugiés, immatriculées en Syrie, ont pu passer. Alors pourquoi l'Etat turc n'accède-t-il pas à la demande d'ouvrir en continu la porte sur la route Suruç-Kobanê ? Pourquoi maintient-il son déploiement militaire à la frontière, avec miradors ? Pourquoi maintient-il les champs de mines côté turc de la frontière ? Nous avons ainsi entendu et compris, concrètement, que cette frontière syro-turque, établie par les puissances occidentales, dont la France, en 1918, à l'issue de la Première Guerre mondiale, est une pure aberration, ayant séparé artificiellement des familles entre Syrie et Turquie, qui n'ont jamais demandé depuis un siècle que de vivre en paix...



Au cours du Newroz à Urfa, le 19 mars, nous avons rencontré cette famille (photo ci-dessous), réfugiée de Kobanê. Monsieur Halil Bozan (à droite sur la photo) a tenu à nous raconter son histoire. Il a vu son frère tué devant lui ; il a lui-même été blessé ainsi que sa fille Media (qui porte une veste blanche) qui combattait dans les YPJ. A droite de M. Bozan, sa femme et, à gauche de la photo, la femme de son frère avec ses enfants. Nous lui avons dit que nous ressentions beaucoup d'émotion en écoutant ses propos et que nous ferons connaître son témoignage quand nous serions rentrés en France. Nous nous sommes engagés également à envoyer les photos que nous avons prises à Media qui parle anglais.



3. Rencontre avec Gülsen Özen [à gauche] et Ömer Önen [au centre] (co-présidente et co-président du HDP de Diyarbakir) [à droite, Ibrahim, instituteur à la retraite francophone, qui, avec Gözde, jeune militante francophone, elle aussi, accompagneront notre délégation tout au long de son séjour à Diyarbakir]



Au local du HDP, le 20 mars au matin à Diyarbakir, la délégation est reçue par Bakî Koradeniz qui, « journaliste devenu politique », nous fait part de son expérience au sein du journal Ozgur Gundem à Diyarbakir (journal proche du mouvement kurde, un des premiers à avoir couvert les exactions commises dans les années 1990 durant la « guerre de basse intensité » et qui a subi une répression féroce), sa participation comme journaliste du Ozgur Gundem à la Conférence internationale du droit des peuples en 1993. « Les années 1990, ajoute-t-il, ont été les

pires années de la répression de l'Etat turc contre le mouvement kurde, avec ses massacres dans les villages, ses disparitions de militants et ses arrestations. » La même année 1993, séjournant en France, il y a subi les contrôles policiers au faciès. « Les gouvernements français, conclut-il, ont toujours eu des intérêts communs avec les gouvernements turcs... »

Ö.Ö. Bienvenue à toutes et tous, et merci pour l'intérêt que vous portez à notre combat. Votre venue ici, en ce moment, a beaucoup de sens. L'attaque de Daesh contre Kobanê est un reflet de la violence du capitalisme. La destruction des monuments historiques par Daesh érige notre combat en un combat pour

l'ensemble de l'humanité. Seules les forces des YPG/YPJ ont été capables de les arrêter. Aujourd'hui Kobanê est détruite. Elle a besoin de l'aide internationale pour se reconstruire.

Mais la victoire de Kobanê ouvre une nouvelle période : plus personne ne peut nier le droit à l'autodétermination du peuple kurde, plus personne ne peut ignorer son combat pour lui-même mais aussi pour tous les peuples du Moyen-Orient et la fin des Etats-nations, ni ignorer son projet de confédéralisme démocratique. Ce Newroz 2015 signe la fin des impérialismes, sous le sceau de la « modernité démocratique » opposée à la « modernité capitaliste ».

Q. Le HDP a lancé sa campagne électorale pour les élections législatives du 7 juin prochain. Que pouvez-vous nous en dire ?

Ö.Ö. Ces élections sont particulièrement importantes. Il s'agit pour le HDP de franchir la barre de 10 % des votants sur ses candidats pour pouvoir entrer comme parti au Parlement. Cette loi électorale, qui date du régime militaire des années 1980, a été faite exprès pour empêcher les partis des travailleurs d'entrer au Parlement. Leurs candidats, jusqu'à présent, n'ont pu y siéger que comme « indépendants », parmi lesquels ceux du BDP comptent des militants en exil en Europe.

Mais, aujourd'hui, nous sommes sûrs que le HDP franchira la barre des 10 %. Depuis 2013, la déclaration d'Öcalan proposant la démilitarisation et l'ouverture de pourparlers de paix, nous sommes en campagne, et les succès des guérilleros en Irak et surtout la victoire de Kobanê ont permis d'élargir encore l'influence du BDP.

Ainsi, en 2015, nous sommes sûrs d'entrer au Parlement. Pourquoi ? Jusqu'ici le vote BDP était un « vote kurde ». Il n'en est plus de même : socialistes, Alevis, Assyriens suryani... ont leur place dans le HDP, qui est un parti large, dans lequel tout le monde peut se reconnaître.

L'Etat-nation turc ne reconnaît aucune minorité. A cet Etat centralisé, nous opposons la « démocratie moderne » fondée sur une large décentralisation, en respectant les identités, ce qui renforcerait la cohésion nationale et qui permettra de vivre en paix. Dans le Sud-Est de la Turquie, nous appliquons la démocratie radicale : les mairies BDP se gèrent de façon autonome ; femmes, jeunes, toute la société y sont associés, dans un processus démocratique « par en bas ».

Les forces démocratiques turques sont également victimes de l'AKP. On assiste à un rejet de plus en plus important de l'AKP. Voilà aussi pourquoi nous sommes confiants.

B.K. Je viens de sortir de prison. Le gouvernement AKP a arrêté des milliers de Kurdes depuis 2009. On avait à peine commencé à s'organiser en assemblées et en congrès que le gouvernement a arrêté tous les cadres du mouvement sous couvert de l'« opération KCK », « anti-terroristes ». Dans certaines parties du pays, il ne restait presque plus un militant dehors. Ils nous ont gardé en détention provisoire durant quatre ans. Y a-t-il d'autres exemples dans d'autres pays d'une telle répression ? Le mouvement kurde a montré sa bonne volonté... Nous menons campagne pour l'obtention des droits démocratiques contre l'AKP, totalitaire et fasciste, qui hésite entre plusieurs alliances possibles à l'issue des élections de juin...

Q. Le matériel électorale du HDP appelle-t-il à la sortie de la Turquie de l'OTAN ?

Ö.Ö. L'OTAN dresse les peuple les uns contre les autres. Bien sûr, il faut que la Turquie sorte de l'OTAN. Notre priorité est l'instauration de la « modernité démocratique » qui s'oppose à l'Etat-nation et à la « modernité capitaliste ».

Q. Quelles sont les orientations du HDP pour sortir de la crise du capitalisme et satisfaire les revendications sociales ?

Ö.Ö. L'économie communale que nous promouvons est basée sur la satisfaction des besoins de la population. Elle est en rupture avec la production capitaliste et s'appuie sur une production principalement locale, avec une réappropriation par le peuple des richesses communes. Elle vise à produire ce dont on a besoin en préservant la nature. Mais on sait que le chemin pour parvenir à un tel équilibre sera long...

B.K. L'économie du Kurdistan est essentiellement agricole, il n'a pas connu la phase du capitalisme industriel. Les coopératives de production sont particulièrement adaptées à ce type d'économie. Nous voulons accéder à l'autosuffisance en respectant la nature.

Q. Mais qu'en est-il des ressources énergétiques, particulièrement du pétrole ?

B.K. Le pétrole doit être collectivisé, comme toutes les autres ressources naturelles. C'est la base du confédéralisme démocratique que nous proposons pour toute la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie...

Q. Justement, concernant la Syrie, quelles relations avez-vous avec les démocrates syriens qui s'opposent au régime de Bachar al-Assad ?

Ö.Ö. Le régime fasciste de Turquie et celui de Assad en Syrie s'équivalent. En Syrie, les Kurdes n'ont pas eu accès à l'identité et à la propriété... Notre projet de confédéralisme démocratique, sur la base d'une démocratisation radicale, d'une organisation en assemblées et d'un processus de décision centré sur la base est la seule solution viable pour rétablir la paix en Syrie même et entre les peuples dans toute la région...

Q. Avez-vous des contacts avec Syriza en Grèce et Podemos en Espagne ?

Ö.Ö. On suit Syriza et Podemos de très près. La gauche socialiste et révolutionnaire en Europe essaie de se transformer. Syriza et Podemos sont les résultats les plus aboutis de ce processus.

B.K. Nous considérons Syriza comme un parti frère. Nous l'avons invité pour le Newroz 2015.

Ö.Ö. [en conclusion]. Daesh est une organisation terroriste de destruction de masse à l'échelle internationale. Elle a été mise en place par le capitalisme, le capitalisme international et ses relais régionaux, financée par l'Arabie saoudite. La seule force qui a arrêté Daesh, c'est le mouvement kurde. L'opinion internationale doit voir cela... On attend des forces internationales une campagne de soutien à ce que nous mettons en œuvre. Les mêmes menaces terroristes guettent toute l'Europe.

Richard assure nos hôtes de notre détermination à relayer cet appel à notre retour en France. Il précise que, syndicaliste révolutionnaire, il mène déjà campagne avec son syndicat pour convaincre les travailleurs influencés par Daesh : « On se débarrasse des idées courtes, on se rase la barbe... et on se bat dans l'unité ouvrière pour nos revendications et renverser le capitalisme ! »

4. Rencontre avec Yüksel Baran [au centre] puis Özlem Yalat [non visible sur la photo] (représentantes du KJA, Congrès des Femmes Libres) [à droite, Gözde, notre accompagnatrice francophone]



Y.B. Le mouvement des femmes kurdes trouve sa source dans le combat du mouvement kurde au début des années 1990, dans la jonction du mouvement civil des femmes qui s'organisait principalement autour de la publication de brochures et de revues, et des femmes qui ont rejoint la guérilla dans la Montagne. Ce sont ces femmes-là qui initieront plus tard la constitution de groupes armés non mixtes, prélude à la constitution des YPJ (comités d'autodéfense des femmes) du Rojava.

A l'époque des années noires de la répression d'Etat, alors que beaucoup de femmes étaient emprisonnées, et organisaient la résistance dans les prisons, fut fondé le Mouvement démocratique des femmes libres, organisation « toit » fédérant toutes les associations de femmes engagées dans le mouvement kurde. La volonté des femmes de s'organiser de façon autonome date de là...

C'est le 10 janvier 2015 que le KJA a tenu son premier congrès. Il a regroupé toutes les composantes féministes de tous les peuples du Kurdistan Nord [Turquie], mais les autres régions peuvent y prendre part à l'avenir. Son but est une Confédération des femmes dans tout le pays.

Le Congrès rassemble les femmes de tous les organisations, associations, partis politiques et syndicats. Il compte 501 personnes, qui élisent une Assemblée de 101 personnes, laquelle élit une Coordination de 55 personnes chargées de mettre en œuvre les décisions du congrès.

Le Congrès se réunit deux fois par an (une réunion générale et une réunion électorale), l'Assemblée tous les trois mois, et la Coordination tous les quinze jours. Issues de l'Assemblée, treize ou quatorze commissions politiques, économiques, « diplomatiques » [les relations entre les organisations populaires et les institutions] ont été constituées associant les groupes de femmes ayant déjà une zone d'intervention, qui couvrent tous les domaines d'action des femmes : la gouvernance, les coopératives de femmes, les violences faites aux femmes, la culture, etc.

A l'arrivée d'Ölzem Yalat, notre accompagnatrice, Gölze, la sollicite pour qu'elle nous précise où en est le KJA sur les questions théoriques de l'oppression et de la libération des femmes. Elle anticipe en nous précisant que le KJA promeut la « jinologie » (de jin, « femme » en kurde), la « science des femmes ».

Ö.Y. On travaille sur la science des femmes. Il n'y a pour l'instant pas de matériau théorique sur le sujet. Pourquoi? Les chercheurs ont bien réuni une foule de documents sur la situation économique des femmes, mais rien sur la place des femmes dans la société depuis les premières civilisations mésopotamiennes, alors que les femmes ont toujours constitué 50 % de la population et... 50 % de la production. On a donc besoin d'une science spécifique pour comprendre cela.

La jinologie travaille à comprendre le passage du statut des femmes qui était à l'égal de celui des hommes dans les premières civilisations mésopotamiennes à celui de l'esclavage des femmes, encore actuel, lors de la constitution des empires (les Etats-nations de l'époque) sous le sceau de la domination patriarcale de la société. La jinologie comprend le féminisme moderne, mais va au-delà, celui-ci ayant laissé de côté l'étude de cette étape historique de la domination patriarcale de la société.

Q. Pouvez-vous nous parler de vos relations avec les organisations féministes dans le monde. Le 8 mars dernier, elles se sont rassemblées dans la Marche mondiale des femmes qui a démarré au Kurdistan...

Y.B. Le KJA est partie prenante de la Marche mondiale des femmes, qui a effectivement démarré cette année de Nusaybin. Beaucoup de messages de solidarité venus du monde entier y ont été lus. Cette initiative relaie, pour nous, d'autres initiatives auxquelles nous avons participé dans les années antérieures : la Conférence des femmes du Moyen-Orient en 2013, où étaient présentes des femmes de Palestine, du Maghreb et d'autres régions, plus largement que prévu initialement ; le Forum social mondial de Tunis la même année 2013 ; et aussi une rencontre des femmes au Népal... Nous travaillons également avec des mouvements sociaux et écologistes. Nous organisons des conférences de femmes sur la gouvernance locale.

Q. Concernant le droit des femmes à disposer de leur corps, existe-t-il des structures d'éducation populaire à la contraception, à l'avortement ?

Y.B. Oui. Ce travail est fait depuis longtemps, notamment au travers des organismes de défense des femmes qui bénéficient du soutien des municipalités BDP... Mais la vocation du KJA, que nous avons constitué récemment, est de se porter sur le travail « académique » [de recherche universitaire].

Q. Associant des chercheuses universitaires et des militantes de terrain... ?

Y.B. Oui. Un travail en commun d'universitaires et d'« activistes » de terrain, qui prend pour point d'appui la Charte de l'Union européenne sur les droits des minorités... A Diyarbakir, où nous avons notre propre bâtiment, nous dispensons déjà des cours de formation dans la ville et les villages. Sur les lieux de travail et dans les syndicats, nous animons des « académies » sur le sujet.

Q. Le KJA a-t-il des relations avec les associations LGBTI ?

Y.B. Oui, on est en contact avec deux organisations sur Diyarbakir, Keskesor et Hebun. Les associations LGBTI participent sous le « toit » du HDK [Congrès des peuples démocratiques, d'où est issu le HDP, Parti des peuples démocratiques], et se retrouvent dans le BDP...

Ibrahim, notre accompagnateur francophone, ajoute que les droits des LGBTI font l'objet d'une journée particulière de mobilisation, le 20 février...

Q. La bataille de Kobanê a-t-elle été un accélérateur de la cause des femmes ?

Y.B. Oui. Si le combat des femmes au Kurdistan se mène depuis des années, l'offensive de Daesh sur Shengal et Kobanê, avec ses crimes spécifiques contre les femmes, a précipité la nécessité de l'autodéfense des femmes. Dorénavant n'importe qu'elle femme qui le souhaite peu s'organiser avec d'autres femmes. Les femmes yézidis se sont auto-organisées. C'est un exemple pour tout le Moyen-Orient. Shengal et Kobanê sont un symbole de la résistance des femmes contre le fascisme à l'échelle internationale.

Ibrahim ajoute que les femmes assyriennes suriyani se sont aussi auto-organisées...

Ö.Y. [en conclusion]. L'AKP attaque durement les droits des femmes. Récemment, un conseiller du président Erdogan est allé jusqu'à recommander aux femmes... de ne pas rire en public ! L'AKP veut renfermer les femmes dans la violence domestique. Pourtant les lois turques sont identiques aux lois européennes, mais... leur application ne suit pas. Par exemple, une jeune fille de 13 ans qui avait porté

plainte pour viol, a été débouté parce qu'elle... n'aurait pas opposé de résistance à son agresseur ! Elle pesait 36 kilos ! La justice ne cesse de donner des gages d'impunité aux hommes...

Q. *La commission « diplomatie » du KJA travaille-t-elle sur la militarisation du monde et la nécessité du désarmement. Les 1 700 milliards de dollars US consacrés annuellement par les Etats aux dépenses d'armement se trouveraient mieux employés à satisfaire les besoins sociaux...*

Y.B. [en conclusion]. Oui, on est pour la paix et la démilitarisation du monde, et disposer des budgets économisés pour les besoins de la population. Mais quand on est attaqué, c'est notre devoir de nous défendre. Ce combat, nous le menons dans le but de la paix. Face à Daesh, notre manière de mener la guerre est populaire, voulant le plus possible épargner les vies humaines. D'ailleurs, vous l'entendrez demain. Notre message pour le Newroz 2015, sera un message de paix !

A l'issue de notre rencontre avec les représentantes du KJA, nous sommes interviewé-e-s par une équipe de télévision de DIHA : <http://www.diclehaber.com/>

5. Rencontre avec Firat Anli, co-maire de Diyarbakir [au centre, tourné vers Clémence, qui lui présente le CSPK], qui nous reçoit en même temps qu'une délégation des Alevis venant de Paris



F.A. Bonjour à tout le monde ! Bienvenue !

Nous avons eu beaucoup de soucis sur nos territoires, où vit une importante population, mais les victoires de Shengal et de Kobanê nous donnent de l'espoir.

Dans toute l'histoire de l'humanité, c'est une nouvelle page noire qui s'écrit, pour tout ce que Daesh fait subir aux femmes et aux enfants.

Depuis le 3 août [date de l'offensive de Daesh sur Shengal], la population de Diyarbakir a fait preuve

d'énormément de solidarité avec les réfugiés. Bien que nous n'ayons pas eu d'aide concrète au niveau international, la population kurde a toujours été à nos côtés. Les Kurdes se sont mobilisés, mais pas seulement les Kurdes, toutes les minorités ethniques et religieuses, les Arméniens, les Alevis spécialement, je le souligne... Grâce à toute cette solidarité, la municipalité a pu affréter des convois réguliers de gros camions d'aide vestimentaire et alimentaire en direction des camps de réfugiés.

Kobanê s'est battue, mais si Kobanê a gagné contre Daesh pour l'humanité tout entière, c'est aussi grâce à la solidarité. Maintenant, il faut reconstruire la ville. Tout y est détruit. Notre travail commence donc à peine. L'Union européenne et l'ONU doivent prendre une part active à la reconstruction.

Le Newroz de cette année prend un sens particulier : saluer les victoires de Shengal et Kobanê, deux fêtes dans une... Notre espérance, c'est de voir vivre ensemble nos différents peuples... Tous ensemble on va pouvoir réussir.

Contre la terreur et la barbarie de Daesh, le combat des femmes a été exemplaire. Les femmes sont les principales forces à l'origine du lien social. On ne peut rien faire sans elles. On a bien vu que, contre des forces qui vendent les femmes sur le marché des esclaves, elles ont pu les arrêter... Cette dimension-là de la lutte est d'autant plus importante !

Q. *Comment se traduit le confédéralisme démocratique à Diyarbakir ?*

F.A. Le confédéralisme démocratique est un processus nouveau. Nous en sommes à ses débuts, après quinze ans de gestion de la municipalité par le BDP, trois mandats depuis 1999. Et sa mise en œuvre ne dépend pas que de nous, mais de toutes les communes du Moyen-Orient...

A Diyarbakir, qui s'étend sur une superficie de 117 kilomètres carrés, toutes les communes de la grande agglomération votent pour une Assemblée démocratique, une sorte de mini parlement régional. Avec une population de 1 600 000 habitants, les mairies s'occupent des services publics, en expérimentant la gouvernance locale. Mais, en Turquie, l'Etat est très centralisé. Le plupart des investissements communaux sont décidés à Ankara. Aussi notre principale action consiste à acquérir un maximum de décentralisation. Par exemple, en 1999, seules 3 communes avaient instauré la co-mairie (une femme et un homme codirigent la commune), elles étaient 7 en 2005, 102 en 2010. Avant la gestion municipale était

verticale, du haut vers le bas, maintenant, elle est horizontale, s'appuyant sur les associations et les assemblées populaires des quartiers. Chaque association s'organise de façon indépendante, celles des Arméniens, celles des Alevis, etc. et celles des femmes, bien sûr, les plus importantes.

Q. *Pouvez-vous nous donner un exemple de cette gestion municipale horizontale ?*

F.A. Oui. Le budget municipal fonctionne sur une « planification stratégique » quinquennale. Lors de son renouvellement, la municipalité se déplace dans chaque quartier, chaque village, un par un, et rencontre toutes les associations, tous les acteurs locaux pour discuter de cette planification...

Q. *Un peu sur le modèle du « budget participatif » de la municipalité de Porto Alegre au Brésil ?*

F.A. Non. Notre modèle date d'il y a douze ans. On a échangé avec les municipalités de Porto Alegre et de São Paulo, au Brésil, mais leur modèle ne peut être importé ici, en Mésopotamie, où les Etats sont centralistes.

Un autre exemple de notre gestion horizontale c'est notre projet pour la langue kurde, qui est langue d'échange dans les crèches gérées par la municipalité.

Pour ce qui est de son niveau de vie, si on se réfère aux normes de l'indice de développement humain des Nations Unies, Diyarbakir est en tête, avec son système économique fondé sur l'autosuffisance alimentaire.

Et Diyarbakir est une ville très politisée. Allez-y voir en dialoguant avec la population... C'est aussi une ville au riche patrimoine, que la municipalité, en juin, va demander à l'UNESCO de classer au Patrimoine de l'humanité.

Q. *Avec quelle ville française Diyarbakir est-elle jumelée ?*

F.A. La ville de Rennes, en Bretagne, depuis 1970. C'est la ville de Rennes qui nous a fourni nos premiers autobus de transport collectif urbain en 1978. Et, lors de la bataille de Kobanê, le conseil municipal de Rennes a voté une dotation de 30 000 euros à Diyarbakir pour nos convois d'aide humanitaire. Nous coopérons également avec la ville de Marseille.

6. Rencontre avec Asya Abdula [au centre], co-présidente du PYD



Bienvenue, j'ai plaisir à vous voir. Le travail de solidarité que vous avez fait est très important. C'est une force pour nous.

Notre préoccupation demeure : comment défendre le Rojava alors que la guerre continue. Oui, la victoire de Kobanê a été très importante pour notre peuple et pour le monde, mais, à Kobanê, la guerre continue avec les séquelles qu'elle a laissées... Un Comité pour la reconstruction de la ville a été créé pour gérer l'urgence. D'abord, l'enlèvement des corps de toutes les personnes décédées pendant les

combats. Jusqu'à présent 370 ont été retrouvés et enterrés dans la dignité, mais ceux qui restent sont source d'épidémies et causes d'une grave dégradation de l'hygiène... Ensuite, le déminage : Daesh, avant de se retirer, a miné les rues et les maisons. Beaucoup de civils retournés dans la ville sont morts ou ont été gravement blessés à cause des mines. Pour la sécurité de la population civile, Kobanê a besoin de l'aide internationale. Le Comité va publier la liste des besoins d'urgence dans les prochains jours, et présenter comment l'aide internationale devrait pouvoir permettre la reconstruction de la ville.

Mais la guerre contre Daesh continue. Dans le canton de Djezire, les combats font rage à Cutumir, à la frontière syro-turque, à 35 kilomètres en dehors de la ville. Dans la région de l'Assyrie, les attaques de Daesh ont de nouveau précipité des milliers de réfugiés sur les routes, et réduit 200 personnes en esclavage. Les YPG/YPJ se sont liés aux Assyriens suryani, qui s'auto-organisent, pour résister : à Cencani, ensemble, ils ont libéré quatre villages...

Notre projet de confédéralisme démocratique vaut pour le Rojava, mais aussi pour toute la Syrie. Déjà, dans le canton de Djezire, Kurdes et non-Kurdes, les Arabes syriens et tous les autres peuples, le mettent en œuvre ensemble, dans le respect des différentes langues et cultures.

C'est notre proposition pour toute la Syrie. Mais l'avenir du pays n'est pas clair. Ni le régime de Assad, ni l'opposition n'y ont répondu. Nous avons fait un bout de chemin commun avec l'opposition démocratique, avec laquelle nous avons travaillé, mais les mentalités sont tenaces, qui postulent à la supériorité de la nation arabe sur la nation kurde, et lui dénie ses droits. L'opposition n'est pas claire sur la question kurde. Et même, elle poursuit parfois ses attaques contre les YPG/YPJ, comme à al-Illa, soutenue par la Turquie... Elle accuse les Kurdes de séparatisme, de vouloir la séparation des trois cantons kurdes de la Syrie, alors que notre projet démocratique c'est au contraire le « vivre ensemble ». Elle contribue à favoriser les attaques extérieures contre la Syrie...

L'aide que les YPG/YPJ ont apportée à toutes les populations de Syrie contre Daesh, continuera. Les YPG/YPJ les défendront partout dans le pays. Daesh se bat contre notre système de confédéralisme démocratique. Le Rojava est en guerre. Nous n'avons que de faibles ressources et moyens militaires, mais on fera le maximum pour protéger les populations et qu'elles vivent en paix avec les Kurdes.

Quand on parle de démocratie, on parle d'un système qui va du bas vers le haut. Nous proposons des élections pour tous les peuples où ils pourront exprimer leurs choix librement...

Le travail des femmes du Rojava est source de beaucoup de richesses. Les femmes du Rojava sont très organisées pour installer la démocratie. Asseoir des communautés libres sans les femmes, ça ne marchera pas. La liberté des femmes est à la base de la démocratie. La défendre au Rojava et en Syrie est, pour nous, un axe stratégique. Liberté des femmes et auto-organisation de la population pour gérer la société vont de pair. Elles sont au fondement de notre stratégie pour toute la Syrie.

Mais ce système démocratique nous n'avons pu l'expérimenter pour l'instant que dans un contexte de guerre, guerre militaire, mais aussi guerre... économique. Beaucoup de portes communiquent entre Irak, Turquie et Syrie, mais aucune n'est ouverte pour les relations commerciales... Les Etats turc, irakien et syrien sont contre les Kurdes, ils empêchent de passer l'aide dont nous avons besoin. Nous, nous ne pouvons pas sortir du Rojava, et les personnes de l'extérieur ne peuvent pas y entrer.

La guerre a créé beaucoup de problèmes économiques et logistiques. L'urgence est à l'installation d'un corridor humanitaire pour alimenter et reconstruire Kobanê, même si, ces jours-ci, 20 000 personnes ont pu se réinstaller dans les villages libérés alentour.

La guerre va continuer jusqu'à la démocratie. Nous repousserons Daesh à l'extérieur et mènerons le combat contre les groupes internationaux qui lui sont liés.

Pour cela, nous avons besoin de l'aide internationale. Nous avons besoin d'armes lourdes... dans l'immédiat pour aider les Assyriens suryani qui ont été contraints d'abandonner leurs villages...

Q. Avez-vous évoqué avec François Hollande l'aide internationale urgente pour le déminage et la désincarcération des corps lorsque vous l'avez rencontré le 8 février dernier ?

AA. Nous avons parlé de tout ce qui s'est passé au Rojava et à Kobanê. Toutes les informations sur la défense du Rojava ont été fournies à tous les gouvernements du monde, pas seulement à la France...

Q. Nous voulons rendre hommage aux résistantes et résistants de Kobanê et exprimer notre émotion de vous rencontrer. Nous ferons tout, en France, pour suivre votre exemple...

AA. Si Kobanê était tombée, Daesh aurait gagné. La victoire de Kobanê a changé le cours de la guerre. Bien que Daesh ait des armes lourdes et que la résistance de Kobanê ne possède que des armes légères. Ce sont les faits. Nous avons gagné parce que nous avons le soutien des populations. Les résistants disent eux-mêmes qu'ils ne font pas la guerre pour nous, mais pour l'humanité entière... C'est ce qu'a écrit, par exemple, Arin Mirxan à sa famille quelques jours avant de se sacrifier...

Nous saluons la mémoire d'Arin Mirxan [le 8 octobre, encerclée par un commando de Daesh, cette jeune combattante des YPJ s'est sacrifiée en faisant exploser une roquette, entraînant ses assaillants dans la mort]. Nous disons à Asya Abdula que nous lui avons rendu hommage, ainsi qu'à tous les résistants et toutes les résistantes morts au combat, lors de nos rassemblements du CSPK, à Toulouse, place du Capitole. Nous la considérons comme notre fille et sœur. Elle sera toujours présente à nos côtés...

A.A. ... Oui, comme nous saluons les guérilleros et guérilleras venus de l'extérieur, du monde entier, pour combattre Daesh, à Alep et ailleurs, Ivana Hoffmann tombée le 6 mars... Les YPG/YPJ combattent pour tous les humains. Qu'il n'y ait plus de guérillera martyr à Kobanê, est de la responsabilité de tous les humains...

Q. Votre visite à François Hollande constitue une sorte de reconnaissance diplomatique du PYD...

A.A. Oui, reconnaissance diplomatique et légitimité politique.

Q. *Quelles revendications devons-nous mettre en avant à notre retour en France ?*

A.A. D'abord, l'aide internationale pour la reconstruction. Ensuite l'ouverture de bureaux d'information du Rojava et de la Syrie. Enfin, populariser notre projet de confédéralisme démocratique que nous proposons pour tout le Moyen-Orient.

Q. *Quelles sont les voies diplomatiques pour la reconnaissance du Rojava ?*

A.A. Le Rojava est une partie du territoire de la Syrie. L'Union européenne et l'ONU ont leur mot à dire pour aboutir à une solution pacifique. Nous voulons dialoguer avec tout le monde. L'instauration du confédéralisme démocratique nécessite l'aide internationale. Demain, nous allons tenir beaucoup de réunions pour y aboutir. Mais si l'aide internationale fait défaut, comment installer ce système ? Daesh n'est pas tombé. On a besoin d'armes lourdes, pour enrayer ses attaques à Djezire et celles depuis l'Irak...

Nous assurons Asya Abdula que le CSPK continuera à interpellier le gouvernement français pour qu'il fournisse l'armement lourd dont la Résistance a besoin pour se défendre, comme nous le faisons depuis septembre dernier.

A.A. [pour conclure]. Nous appelons à une Plate-forme internationale d'aide au Rojava et à la Syrie. La mairie de Paris, que nous avons rencontrée lors de notre visite en France, a promis sa participation...

7. Rencontre avec le DTK (Congrès des sociétés démocratiques), Selcuk X..., son co-président, et Imir Aydut [pas de photo de cette rencontre]

S.X... Bienvenue ! Nous sommes prêts à répondre à vos questions...

Q. *On a bien entendu et compris ce qu'il en est du confédéralisme démocratique sur le plan politique, mais quelles sont ses pistes sur le plan économique ?*

S.X... Notre démocratie radicale est alternative au système néolibéral capitaliste international. Elle va du bas vers le haut. Partir du niveau local est le seul moyen pour y parvenir... Notre objectif est de construire une société où les individus sont libres et indépendants.

Son application à la sphère économique nécessite une nouvelle théorie de politique économique. La plupart de la société kurde est hors de la production capitaliste. Le modèle communal basé sur les coopératives, comme cela existe en Espagne, par exemple, y est tout à fait adapté. L'économie kurde est essentiellement agricole. La population y est pauvre. Son aspiration première est des droits égaux pour tous.

La situation des femmes est particulièrement difficile. Nous voulons mettre en place une « discrimination positive » et créer des coopératives de femmes pour rompre leur invisibilité.

Notre confédéralisme démocratique n'est pas le socialisme, ni la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie. Il respecte la propriété privée et individuelle, tant qu'elle ne s'oppose pas à notre projet. Mais comme le président Öcalan l'a dit, la terre, l'eau et l'énergie doivent être gérées socialement et écologiquement.

Q. *Vous avez parlé des expériences communales autogestionnaires en Espagne. Celle de Marinaleda ? Avez-vous des contacts avec cette commune ?*

S.X... Oui, Marinaleda et d'autres... mais je ne sais pas si des contacts directs ont été établis. Les exemples de coopératives communales que nous connaissons le mieux sont ceux du Rojava...

Q. *A notre époque de mondialisation de la finance, comment concevez-vous le financement des coopératives locales sans maîtrise du crédit bancaire ?*

S.X... Face à la réalité des attaques néolibérales, nous opposons le concept politique économique de l'autosuffisance et de l'autodéfense sociale. Nous n'avons pas besoin des banques, mais de coopératives bancaires.

Q. *Pouvez-vous nous dire ce qu'est le DTK, et quel est son fonctionnement ?*

S.X... Le DTK, c'est le Congrès des sociétés démocratiques. C'est le modèle le plus avancé de notre démocratie. Il réunit 501 délégué-e-s des organisations civiles et différents groupes qui agissent dans la

société. Toutes les organisations y ont le même droit de parole, et il applique la règle de la parité : 50 % de femmes et 50 % d'hommes.

A l'identique du KJA, le DTK compte 14 commissions qui réfléchissent et produisent des propositions sur les questions « diplomatiques » [*les relations entre les organisations populaires et les institutions*], économiques, etc. Chaque commune se gère de façon autonome en lien avec le congrès du DTK.

La délégation générale du DTK se réunit tous les trois mois, son bureau toutes les semaines, et les commissions tous les quinze jours.

Q. *Le DTK constitue-t-il une alternative, un contre-pouvoir de l'Etat central ?*

S.X... Non le DTK n'est pas dans une situation de « double pouvoir » avec l'Etat turc. Il émane de la démocratie radicale à la base.

Q. *Un délégué au congrès du DTK qui travaille bénéficie-t-il de jours de congé pour y participer ?*

S.X... Non. Le DTK n'est pas une institution. Les réunions se tiennent en dehors des heures de travail...

Q. *Le nombre de mandats d'un délégué est-il limité ?*

S.X... Non. Nous n'avons pas adopté le principe de limitation, ni celui de non-cumul des mandats, mais chaque assemblée de base peut en décider pour elle-même. Comme nous l'avons dit, la délégation générale se tient tous les 3 mois, les commissions tous les 15 jours et le bureau toutes les semaines. Les délégués, qui viennent de tout le Kurdistan, sont choisis par les assemblées populaires ; ce ne sont donc pas toujours les mêmes à chaque fois. Le congrès du DTK a lieu tous les deux ans. Le bureau est composé de 11 personnes dont deux co-présidents. Tous les trois mois, nous faisons le bilan des actions engagées et adoptons le plan de travail pour les trois mois suivants.

[pour conclure] Me vient une citation de Jean-Paul Sartre, reprise par Michel Foucault dans l'un de ses livres, qui disait : « *Quand quelqu'un voit quelque chose de mauvais se produire, ne pas réagir est la pire des choses.* » La conscience de Sartre et du peuple français nous fait chaud au cœur. Sartre avait dit cela lors de la publication du « Manifeste des 121 » où lui-même et d'autres intellectuels soutenaient le droit à l'insoumission des jeunes gens appelés lors de la guerre d'Algérie. C'était un message de solidarité avec le peuple algérien, mais aussi avec tous les peuples colonisés... Il exprimait la honte d'être français quand la France les massacrait.

8. Rencontre avec une douzaine de représentant-e-s du KESK (Kamu Emekçileri Sendikaları Konfederasyonu [Confédération des syndicats de fonctionnaires]), tenue dans son local



Ils et elle se présentent tour à tour : Baris Kaya, de la confédération Amal, branche syndicale de l'agriculture et des forêts, co-président du KESK de Diyarbakir ; Hamid, de la fédération de l'électricité, de l'énergie et de l'eau ; Mehmet, des chemins de fer ; Sali Makas, du DIVES, qui syndique les travailleurs de la religion (imams) ; Cemi Natak, co-président du syndicat des ressources naturelles ; X..., du syndicat de l'enseignement ; Mehmet Kara Asla, du syndicat des cadres de la fonction publique ; Selat Salev, du syndicat de l'agriculture, membre du secrétariat au

recrutement du KESK ; X... Palat, du syndicat des routes et des espaces naturels ; Yaksa Mecza, du syndicat de la santé, qui précisera lors de la discussion, que si elle est la seule femme à avoir pu être présente pour nous rencontrer, il n'en est pas de même des réunions ordinaires du KESK, qui applique la parité dans toutes ses instances...

Q. *Quel est la place du syndicalisme dans le confédéralisme démocratique ?*

B.K. Pour nous la classe ouvrière se compose de toutes les couches qui travaillent, qui font partie de la société civile active : ouvriers, retraités, sans-emplois, petits commerçants ; les femmes au foyer en font partie. Le KESK est la cible d'une dure répression de l'Etat. Beaucoup de nos militants sont morts, assassinés. [*Baris nous montre la dizaine de portraits de leurs camarades accrochés au mur, saluant leur mémoire.*] Le syndicalisme, pour nous, c'est organiser le peuple dans le syndicat, dans un processus intégré avec toutes les autres organisations populaires.

Depuis un ou deux ans, le KESK expérimente des politiques alternatives au capitalisme, dans l'agriculture, la santé...

On se sent très proches de la gauche révolutionnaire en Europe. On a besoin d'échanger entre nous.

Nous sommes parfaitement en accord avec le principe du président Öcalan de la construction de la démocratie du bas vers le haut.

Q. *Le KESK est-il partie prenante du DTK ? Sur les 501 délégués de son Congrès, combien en compte-t-il ?*

B.K. Le KESK y est représenté par 20 personnes, 10 femmes et 10 hommes, mais parmi les délégués des autres sociétés démocratiques qui composent le DTK, il y a des syndiqué-e-s du KESK.

Q. *Quels sont les moyens de résistance des syndicats face à la répression de l'Etat turc ?*

B.K. Quels que soient les gouvernements qui ont été au pouvoir en Turquie, les syndicalistes révolutionnaires ont été réprimés : « serrage de ceinture » pour les salaires, blocage des carrières et dureté des conditions de travail. Quand un syndicat du KESK se monte dans une administration de l'Etat, la direction favorise la création d'un « syndicat maison »...

Y.M. Nous sommes en butte à un régime fascisant. Si tu fais partie de l'opposition, tu es réprimé. Cela est particulièrement vrai depuis la « génération verte » [*la montée de l'islamisme de l'AKP*], qui concentre ses attaques contre les femmes... Les lois discutées en ce moment au Parlement sont un concentré de ces attaques contre les femmes. L'objectif est aussi de renvoyer les femmes à la maison.

Q. *Qu'en est-il du syndicalisme dans le privé en Turquie ?*

X... Dans le privé, si tu ne fais pas partie du syndicat jaune monté par la direction, tu es attaqué. Alors que les conditions de travail sont épouvantables, comme à la mine de Soma, en mai 2014, où 301 mineurs ont trouvé la mort...

B.K. ... mais malgré toutes ces difficultés, nous ne lâchons rien...

Q. *Ce matin, Firat Anli, le co-maire, nous a parlé de l'élaboration du plan budgétaire quinquennal avec la population. Le KESK y participe-t-il ?*

B.K. Oui, notamment concernant les salaires des fonctionnaires de la Ville. Nous n'avons pas eu de problèmes sur ce sujet depuis que le BDP a conquis la municipalité. Pour les autres sujets, nous participons à des réunions qui regroupent des représentants du conseil municipal, les syndicats et la Chambre de commerce... Pas de contradiction entre la mairie et les syndicats lors de ces rencontres. Ensemble, nous mettons en œuvre le confédéralisme démocratique, alors que la préfecture fait tout pour freiner le processus. Avec la mise en place du « Bureau du bourg » [*sorte de conseil d'agglomération*], on a pu récupérer des centaines de compétences, mais pour les essentielles, l'Etat a gardé la main dessus, et ne finance pas les activités communales. Par exemple, les festivités du Newroz sont entièrement imputées aux budgets des communes, sans aucune participation de l'Etat.

Concernant la répression, un espoir ! Des prisonniers sont en passe d'être libérés à l'occasion du « processus de paix ». Mais, de toute façon, on continuera à nous battre pour faire aboutir notre combat...

X... Les travailleurs de l'Etat ont des accords de branche, généralement plus favorables à ceux des collectivités territoriales. L'Etat met des bâtons dans les roues pour harmoniser les acquis sociaux dans les conventions collectives territoriales.

Q. *Le KESK a-t-il une branche juridique ?*

X... Oui. Ça évite de se lancer dans des actions qui n'ont aucune chance d'aboutir...

B.K. ... Tout le monde est enfermé dans des lois répressives...

X... Parlons politique. Qu'est-ce que vous pensez de la révolution du Rojava, et que pensez-vous du syndicalisme en Europe ?

Richard, Yann, Pierre et Christine répondent que notre CSPK s'enthousiasme de la révolution du Rojava, qu'il fera tout ce qu'il peut à Toulouse pour la populariser, puis ils donnent leur point de vue personnel de syndiqués à la CGT et à Solidaires sur le syndicalisme en Europe et en France... Mais la délégation n'ayant pas de mandat sur le sujet, nous nous abstenons de reproduire ces réponses. A la fin de l'entretien, nous prenons les adresses courriels et téléphones de nos hôtes syndicalistes du KESK pour les mettre en contact avec la CGT, Solidaires et la FSU de la Haute-Garonne, parties prenantes du CSPK, avec lesquels cet échange pourra se poursuivre.

B.K. Face à la « modernité capitaliste », nous construisons la « modernité démocratique ». Dans notre vision des choses, la révolution du Rojava ne se pose pas en termes de rapports de classes. Ce processus nouveau appartient à toute la société et pas seulement à la classe ouvrière.

Y.M. Notre mission est de globaliser la révolution du Rojava, comme processus de résistance à l'échelle du monde... Qu'en sera-t-il en Europe ?

Le 21 mars, nous participons au Newroz de Diyarbakir. Historique ! Quelques photos ci-dessous et page suivante, et, pages 19 et 20, traduit en français, le message d'Abdullah Öcalan qui y a été lu.





A TOUS NOS PEUPLES,

Je souhaite un bon Newroz à tous nos peuples et à tous les amis qui militent pour la paix, l'égalité, la liberté et la démocratie.

La crise causée par les politiques néolibérales imposées au monde entier par le capitalisme impérialiste et ses collaborateurs despotiques régionaux produit des effets dévastateurs dans notre région et notre pays. Dans ce contexte de crise, les différences ethniques et religieuses des peuples et des cultures sont anéanties par des guerres d'identité aussi absurdes que brutales. Qu'elles soient historiques ou contemporaines, morales ou politiques, nos valeurs ne peuvent se taire face à ce tableau. Nos croyances religieuses et notre responsabilité politique et morale commandent une action urgente.

Notre lutte pour la démocratie, la liberté, la fraternité, et pour l'instauration d'une paix honorable dans notre pays, a aujourd'hui atteint un stade historique. La lutte jalonnée de souffrances menée par notre mouvement durant quarante ans n'a pas été vaine ; mais elle a aujourd'hui atteint un stade qui implique un changement de forme. L'histoire exige de nous une solution démocratique et une paix conformes à l'esprit de notre époque. C'est aussi la volonté de nos peuples. Ainsi, il nous incombe d'entamer un nouveau processus basé sur notre déclaration de dix articles proclamée officiellement dans l'historique palais de Dolmabahce.

Je pense qu'un accord sur les principes posés dans la déclaration doit nécessairement conduire à la tenue d'un congrès afin de mettre fin à la lutte armée menée depuis près de quarante ans par le PKK contre la République de Turquie et de définir de nouvelles stratégies politiques et sociales conformes à l'esprit de la nouvelle ère. J'espère que nous parviendrons très bientôt à un accord de principe, ce qui nous permettra de réaliser ce congrès avec succès, après l'établissement de la commission « Vérité et Réconciliation » constituée des membres du parlement et d'un conseil de surveillance. Avec ce congrès, va commencer une nouvelle période. Cette nouvelle période va se traduire par l'instauration de la paix et la construction d'une société démocratique jouissant d'une identité démocratique et fondée sur une citoyenneté libre et égalitaire garantie constitutionnellement, dans le cadre de la République de Turquie. Ainsi, nous laissons derrière nous les 90 ans de conflits qui ont marqué l'histoire de la République de Turquie, et marchons vers un avenir façonné par les critères de la démocratie universelle et fondé sur une paix véritable. Il convient au sens historique réel du Newroz de me joindre à vous pour saluer cette nouvelle phase. Ce qui est vrai pour notre pays et pour nos peuples est aussi vrai pour toute cette région sacrée. La réalité de l'impérialisme capitaliste, telle qu'elle se manifeste en particulier depuis un siècle, est la suivante : renfermer sur elles-mêmes les identités religieuses et ethniques, contrairement à leur essence, et les mettre en opposition sur la base du nationalisme de l'Etat-nation ; en d'autres mots, perpétuer son existence par l'application de la politique « diviser pour mieux régner ».

Nous devons savoir que l'EIIL est la dernière manifestation des carnages provoqués par les forces impérialistes qui ne renoncent pas à leurs ambitions sur le Moyen-Orient. Cette organisation a commis contre les peuples et les groupes confessionnels de la région (Kurdes, Turcs, Arabes, Yézidis, Assyro-syriaques...) des massacres d'une violence telle que même l'adjectif barbare ne pourrait les qualifier.

Il est temps désormais d'en finir avec cette histoire violente et dévastatrice pour passer à la démocratie, à la fraternité et à une paix digne de notre passé. Je suis convaincu de la nécessité de favoriser les identités démocratiques ouvertes dans le but d'apporter une solution démocratique au problème du nationalisme conflictuel, harassant et destructeur dont dépendent les Etats-nations. Pour cette raison, j'appelle les Etats-nations à s'engager dans un nouveau processus démocratique et à construire ensemble une communauté démocratique du Moyen-Orient.

Aujourd'hui, j'appelle aussi les femmes et les jeunes qui battent des ailes pour la liberté et qui forment l'écrasante majorité de cette foule à participer le plus activement possible aux activités politiques, économiques, sociales, sécuritaires, ainsi qu'à la lutte pour la liberté et l'égalité, et à réussir dans ces domaines dans la période à venir. Je salue par ailleurs la résistance et la victoire de Kobanê qui revêtent une signification importante pour notre région et pour le monde entier. De la même façon, je salue l'esprit grandissant d'Eşme¹ qui marque le début d'une nouvelle ère dans les relations entre nos peuples. Les déclarations que j'ai faites plus haut se résument en quelques mots à un appel vital pour la reconstruction de la société ainsi que pour le réexamen et la restauration aussi bien de notre passé que de notre présent.

Je salue à nouveau ce Newroz historique et fait le vœu qu'il apporte de grands bienfaits à toute l'humanité.

Vive le Newroz !

Vive la fraternité entre les peuples !

*Abdullah Öcalan,
île-prison d'Imrali, 21 mars 2015*

1. Eşme est le village dans lequel la tombe de Suleyman Shah a été transférée par les forces des YPG et les soldats turcs en février 2015. Par cette référence, Abdullah Öcalan souligne l'unité et la coopération entre Kurdes et Turcs. Les députés du HDP constituant la délégation d'Imrali et le gouvernement AKP ont tenu une conférence de presse conjointe sur le processus de résolution.